

Communication présentée en séance plénière le 9 octobre 2014

Bilan des travaux de l'Observatoire des élections à l'issue des scrutins de 2014

*Pour un plan d'action de mise en conformité des
traitements mis en œuvre par les candidats et partis
politiques*

Mme Dominique CASTÉRA

Rapporteur

Avec le concours de :

[REDACTED], Juriste au service des affaires régaliennes et des collectivités territoriales

[REDACTED], Juriste au service des plaintes

██████████, Chargé de mission au service des plaintes

SOMMAIRE

Bilan des travaux de l'Observatoire des élections à l'issue des scrutins de 2014 1

I. BILAN DES TRAVAUX DE L'OBSERVATOIRE DES ÉLECTIONS 4

A. Les chiffres pour les scrutins organisés en 2014..... 4

1. Les élections européennes 4
2. Les chiffres définitifs (municipales et européennes) 5
3. Les contrôles et les suites contentieuses..... 7

B. Bilan général : les principaux enseignements des échéances électorales de 2012 et de 2014 8

1. Les « attentes » des électeurs 8
2. Les limites de l'accompagnement des partis politiques et des candidats ... 9
3. Les limites des actions répressives de la CNIL..... 11

II. PROPOSITIONS D'ACTIONS EN VUE DES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES : COMMENT MIEUX ASSURER LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DES CITOYENS ET ACCOMPAGNER LES RESPONSABLES DE TRAITEMENT ? 12

A. La nécessité de prévoir un encadrement juridique précis 13

B. Les actions à mener auprès des partis et candidats..... 14

Résumé / synthèse de la position de la CNIL

Votre rapporteur a présenté, le 6 mai 2014, une première communication relative au bilan des actions menées par la Commission dans le cadre du scrutin municipal des 23 et 30 mars 2014 (cf. annexe n° 1). À l'issue des élections européennes intervenues le 25 mai 2014, il propose aujourd'hui à la Commission de présenter un bilan plus général des pratiques observées, du point de vue de la protection des données personnelles, par les candidats et partis politiques.

Au vu de ce bilan, il convient, selon votre rapporteur, d'engager de nouvelles actions avant les prochaines échéances électorales.

En effet, il apparaît que si les électeurs continuent d'avoir une attente forte vis-à-vis de la Commission sur ce sujet, les mesures d'accompagnement des partis politiques et des candidats, mises en œuvre depuis 2012 en particulier, sont aujourd'hui insuffisantes pour assurer un haut niveau de protection des données personnelles des électeurs. Il ne semble pas davantage que les solutions « répressives » à disposition de la CNIL constituent une réponse adaptée à ce secteur d'activité particulier.

Dès lors, il convient de solliciter à nouveau les autorités publiques pour que l'utilisation de fichiers en période électorale fasse l'objet d'un encadrement juridique plus précis, en particulier dans le cadre du code électoral (permettant ainsi le contrôle et la sanction du juge électoral en la matière). De nouvelles mesures d'accompagnement et d'échanges avec les partis politiques, candidats et différentes associations en la matière, s'avèrent également nécessaires, de même que la réalisation de contrôles en-dehors de toute période électorale.

I. BILAN DES TRAVAUX DE L'OBSERVATOIRE DES ÉLECTIONS

A. Les chiffres pour les scrutins organisés en 2014¹

1. Les élections européennes

Les élections européennes ont occasionné très peu de sollicitations de la CNIL, de la part des électeurs comme des responsables de traitement.

À l'occasion de ces élections, la CNIL a été saisie de **quatre témoignages et de dix plaintes**, qui tous émanent de Français installés à l'étranger.

Ces plaintes et témoignages portent tous sur des difficultés déjà évoquées dans le bilan définitif des travaux de l'Observatoire des élections élaboré en 2012², à savoir :

- la « dénonciation » par des particuliers de la transmission à des partis politiques de leurs adresses électroniques, fournies au consulat ou à l'ambassade pour des raisons de sécurité ou administratives ;
- l'impossibilité de se désabonner à la suite de la réception d'un premier mail de communication politique.

La nature de ces témoignages confirme que les efforts engagés par le ministère des affaires étrangères (MAE), s'agissant de l'information des Français de l'étranger sur l'utilisation de la liste électorale consulaire, doivent être poursuivis. Pour rappel, la CNIL avait en 2012 appelé l'attention du MAE sur ce point et avait obtenu des engagements de sa part.³

De même, ces plaintes confirment les « mauvaises pratiques », déjà largement constatées en 2012 et dans le cadre des élections municipales de 2014, des candidats et partis politiques en matière de gestion des demandes d'opposition. La Commission a rappelé à de nombreuses reprises la nécessité de faciliter ces demandes d'opposition à être sollicité par courrier électronique, en insérant par exemple des liens de désabonnement dans chaque message, et de les traiter dans un délai bref.

On se bornera donc à renvoyer sur ces points aux précédents bilans. Il conviendra néanmoins de recommander au MAE, une nouvelle fois, d'améliorer l'information des Français installés à l'étranger, notamment par l'insertion d'une mention explicite sur le site « monconsulat.fr » destinée à faciliter l'accès des Français résidant à l'étranger à l'administration et à leur permettre de gérer leur dossier consulaire.

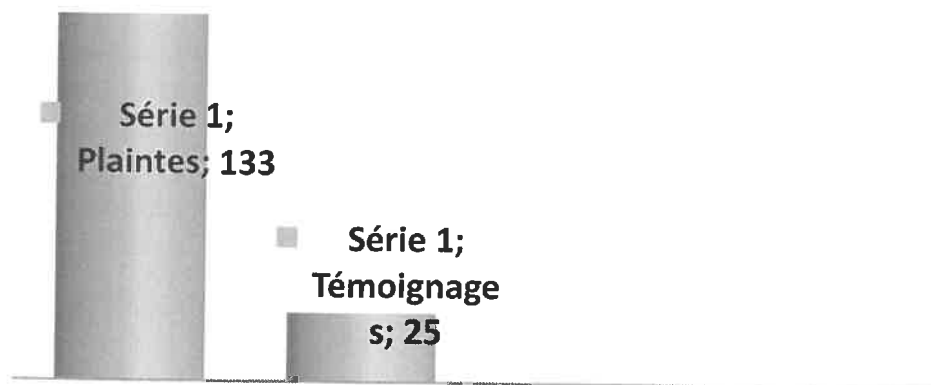
¹ Les chiffres indiqués ont été arrêtés au 31 juillet 2014.

² La problématique de l'utilisation des listes électorales consulaires à des fins de communication politique par courriel était en effet à l'origine d'une part substantielle des témoignages et plaintes reçus par la CNIL en 2012 dans le cadre des élections présidentielles et législatives. Cette communication figure en annexe n° 2 au présent document.

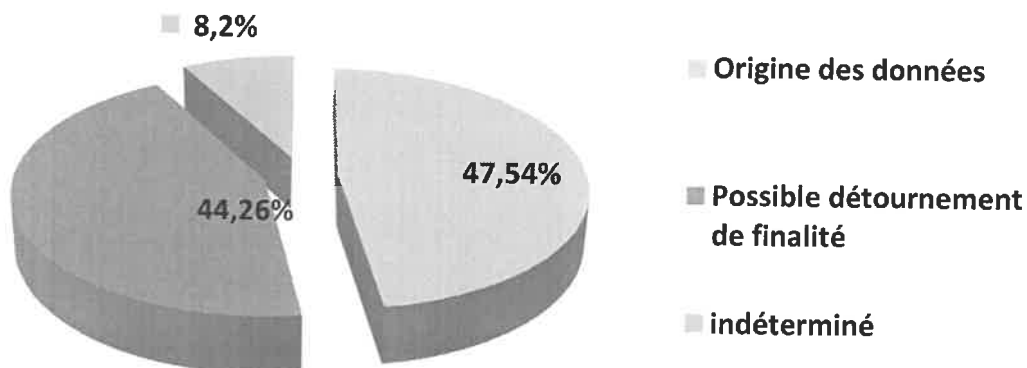
³ Courriers du Ministère des affaires étrangères en date du 24 juillet 2012 et du 13 août 2012 (12028371). Le MAE avait indiqué avoir informé les Français de l'étranger de la possibilité de fournir à leur consulat une seconde adresse électronique n'ayant pas vocation à être insérée à la liste électorale consulaire et, dès lors, la première adresse portée sur la liste électorale peut être utilisée par les candidats et partis politiques à des fins de communication politique

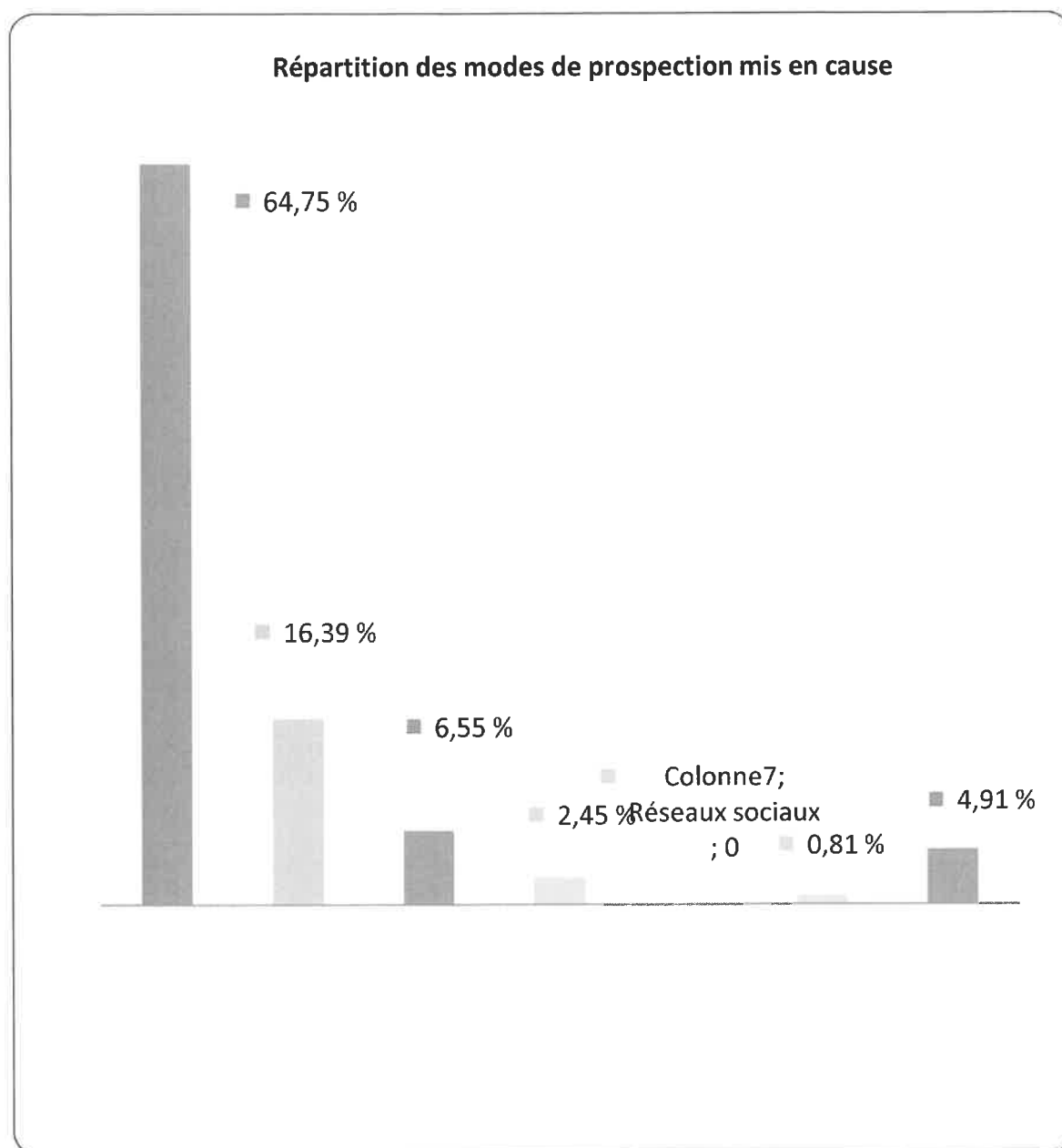
2. Les chiffres définitifs (municipales et européennes)

Nombre de plaintes et de témoignages
reçus dans le cadre des deux scrutins



MOTIFS DES PLAINTES REÇUES





En matière de formalités préalables, **2014 engagements** de conformité à la norme simplifiée n° 34 ont été reçus, dont **287 depuis le 1^{er} janvier 2014**.

Très peu de « correspondants Informatique et Libertés » (CIL) ont été désignés dans le cadre de la préparation des scrutins de 2014 :

[REDACTED]

[REDACTED]

3. Les contrôles et les suites contentieuses

Les plaintes reçues par la CNIL (en version « papier », en ligne ou *via* l'adresse électronique dédiée de l'Observatoire des élections) font l'objet d'une instruction par les services. Les réponses apportées par les partis ou candidats mis en cause sont susceptibles de justifier un contrôle sur place, en application de l'article 44 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, afin de déterminer la conformité des traitements mis en œuvre en matière de communication politique à la loi « Informatique et Libertés ».

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Outre les contrôles opérés sur place, la seule instruction des plaintes peut conduire la CNIL à envisager des suites contentieuses pouvant prendre plusieurs formes : la mise en demeure lorsque les manquements perdurent (ou que l'organisme n'a pas répondu à la CNIL), l'avertissement lorsque les manquements ont cessé et, enfin, la dénonciation au parquet lorsque les manquements concernés constituent également des infractions pénales.

[REDACTED]

[REDACTED]

Enfin, **trois contrôles sur audition** sont actuellement prévus, concernant des candidats qui, interrogés par la CNIL sur l'origine des coordonnées utilisées pour adresser des messages de communication électronique, n'ont pas répondu aux courriers de la Commission.

[REDACTED]



B. Bilan général : les principaux enseignements des échéances électorales de 2012 et de 2014

Du fait de la faible sollicitation de la CNIL dans le cadre des élections européennes, les constats établis en mai 2014 concernant les problématiques « Informatique et Libertés » soulevées par les scrutins municipaux restent d'actualité. Votre rapporteur estime dès lors préférable de dresser un bilan plus général de l'action de la CNIL en matière de fichiers mis en œuvre dans le cadre d'activités politiques depuis 2012.

1. Les « attentes » des électeurs

De manière générale, le nombre important de sollicitations de la Commission par les citoyens, surtout dans le cadre des échéances de 2012 mais également pour les élections municipales de 2014, démontre que **les électeurs ont une forte attente vis-à-vis de l'action de la CNIL en la matière.**

Ces attentes varient en fonction des scrutins concernés :

- **les élections de 2012** avaient généré un nombre important de plaintes portant sur la **multiplicité des messages** de prospection politique adressés aux électeurs par des **grands partis structurés** et sur la **difficulté de s'opposer** efficacement à la réception d'autres messages de communication politique, adressés essentiellement par courriels.

Dans ce cadre, les électeurs souhaitaient que la CNIL mette fin à ces messages non sollicités.

- **les élections municipales** se caractérisent par la portée locale de ce **scrutin de proximité**, mais les électeurs n'en demeurent pas moins particulièrement sensibles aux sollicitations dont ils font l'objet, notamment par le maire sortant ou les conseillers municipaux briguant ce mandat. Les réactions sont différentes de celles constatées en 2012 et ont suscité d'autres types de questionnement : ils se sont davantage interrogés sur **l'origine des données** ayant permis à tel candidat de les contacter (dans près d'une plainte sur deux, une suspicion de détournement de finalité des fichiers était dénoncée).

En 2014, les plaintes visaient ainsi principalement à connaître les règles applicables en matière d'utilisation de fichiers par des candidats (utilisation de fichiers municipaux ou nationaux) ou à s'assurer de la légalité de pratiques observées en la matière.

Dans certains cas, les électeurs ont adressé à la CNIL des réclamations circonstanciées faisant référence aux textes de la loi « Informatique et Libertés » auxquels le candidat a contrevenu, démontrant ainsi une appropriation de la matière.

En tout état de cause, quels que soient les scrutins concernés et le niveau de connaissance de la loi des électeurs, il n'en demeure pas moins que leur degré d'exigence à l'égard de la CNIL est élevé. **Ils souhaitent une intervention forte pour faire cesser des pratiques irrégulières et qu'ils estiment comme étant particulièrement intrusives et attentatoires à leur vie privée.**

Deux constats viennent néanmoins nuancer cette affirmation d'une attente légitime vis-à-vis de la CNIL :

- **l'instrumentalisation de la CNIL** dans le cadre de campagnes politiques : dans environ 30 % des cas, les témoignages émanent en réalité de candidats, d'opposants politiques ou de simples militants en faveur d'une liste adverse à celle du candidat mis en cause ;
- **l'absence de vision claire sur les compétences de la Commission** : ainsi, bien qu'ils aient été systématiquement invités à exercer leur droit d'accès pour connaître l'origine des données utilisées pour leur adresser un message de communication politique, les plaignants n'exercent leurs droits que de manière très marginale. La plupart se contentent d'effectuer une seule démarche, en effectuant un simple signalement à la CNIL par courriel sous le coup de l'indignation.

Ce phénomène profite indirectement aux candidats et partis politiques qui, rarement mis en cause directement par leurs électeurs, continuent à employer des pratiques répréhensibles.

2. Les limites de l'accompagnement des partis politiques et des candidats

L'Observatoire des élections en 2012 et 2014 a pu être le témoin direct de la **persistance des « mauvaises pratiques » des responsables politiques, du point de vue de la protection des données personnelles, en dépit des actions pédagogiques menées à leur intention par la CNIL.**

Depuis plus de vingt ans, soit depuis la première recommandation prise en 1991 modifiée en 1996 en matière d'utilisation de fichiers à des fins politiques⁵, la CNIL n'a eu de cesse de déployer des mesures d'accompagnement pragmatiques à destination des partis politiques et des candidats afin d'améliorer la protection des données des électeurs. La refonte de cette recommandation en 2006 puis 2012 s'est faite par le biais d'une importante concertation préalable auprès des partis politiques afin de recueillir leurs observations et d'adapter au mieux les recommandations de la Commission à la réalité du terrain.

⁵ Délibération n° 91-115 du 3 décembre 1991

Les services de la CNIL ont également pu accompagner certains partis

En outre, à l'occasion de chaque échéance électorale, la CNIL publie sur le site internet dédié de l'Observatoire des élections, des fiches pratiques et des FAQ⁷ actualisées à destination des partis et candidats.

Or, force est de constater, au regard des manquements portés à la connaissance de la CNIL aux principes élémentaires de la loi « Informatique et Libertés », que **ces mesures d'accompagnement n'ont qu'un effet relatif**.

En effet, tous les partis politiques sont ainsi concernés par les plaintes adressées à la Commission. En outre, si le nombre de sollicitations de la Commission peut apparaître faible au regard du nombre de scrutins, de candidats et d'électeurs concernés, la teneur des réponses apportées par les candidats et partis politiques aux plaignants ou aux services de la Commission démontre leur très faible niveau de connaissance de la loi « Informatique et Libertés » et des règles en matière de prospection politique. Ces chiffres doivent donc être appréhendés comme la « partie émergée de l'iceberg », et non uniquement comme la marque des actions constantes de la CNIL en la matière. Le faible nombre de formalités préalables réalisées par les candidats (quelques centaines, alors que plus de 900 000 candidats ont été déclarés pour l'ensemble des élections de 2014) démontre de même l'impact limité des mesures d'accompagnement mises en œuvre par la Commission.

Deux causes principales aux insuffisances observées peuvent être identifiées :

- **En ce qui concerne les candidats** et tout particulièrement dans le cadre des élections municipales : ce scrutin se caractérise par une multiplicité de candidats éloignés de l'appareil politique national ou soutenus par des partis de moindre poids n'ayant, pour la plupart, qu'une connaissance limitée voire inexistante des préconisations de la CNIL en matière de communication politique. Ainsi, **l'absence de « contrôle » par les partis politiques de leurs candidats locaux** empêche la diffusion et l'application des recommandations de la CNIL.

Il en résulte un **manquement** du point de vue de la protection des données personnelles, de nombreux candidats aux mandats **manquant** n'hésitant pas à collecter les coordonnées des habitants de leur circonscription en procédant à la fusion des carnets d'adresse des membres de leur équipe de campagne, à la collecte déloyale de fichiers municipaux (état civil, fichiers des parents d'enfants inscrits aux activités périscolaires), à l'utilisation d'adresses électroniques des employés municipaux, etc. Ce constat ressort clairement des extraits de réponses des candidats interrogés dans le cadre de l'instruction de plaintes (cf. annexe 3)

:

⁷ FAQ pour faire aux questions fréquentes

- **En ce qui concerne les partis politiques, l'important renouvellement des équipes administratives de ces formations**, tout particulièrement dans le cadre d'alternances politiques, empêche également l'application pérenne des recommandations de la Commission, pourtant établies dans le cadre de concertations réelles avec les principaux partis.

En outre, l'attachement porté à la protection des données personnelles se réduit bien souvent à l'approche des échéances électorales. À titre illustratif, force est de constater l'absence totale de lien direct entre les budgets mobilisés pour les « campagnes numériques », la taille des partis et le respect effectif des dispositions de la loi « Informatique et Libertés ». Les mieux dotés budgétairement ne sont pas nécessairement les plus respectueux de la loi.

3. Les limites des actions répressives de la CNIL

Les sanctions prises par la CNIL à l'encontre de partis politiques ou de candidats ne respectant pas la loi « Informatique et Libertés » sont rares. On peut s'interroger sur un éventuel sentiment d'impunité qui en résulterait, favorisant la poursuite des mauvaises pratiques.

Néanmoins, par définition pour des candidats ou des partis politiques, la seule sanction essentielle concerne l'élection elle-même. **Une sanction administrative comme celles que peut infliger la Commission n'a évidemment pas le même poids que la sanction électorale**, que peut par exemple infliger le juge administratif.

En outre, l'arsenal répressif à disposition de la CNIL s'avère, dans certains cas, limité ou inapproprié. Cela résulte de plusieurs facteurs :

- **Des moyens juridiques dont dispose la Commission** : lorsqu'il s'agit, par exemple, de caractériser un détournement de finalité d'un fichier par un candidat à des fins de prospection politique et en l'absence de reconnaissance formelle de la part dudit candidat, il apparaît que la CNIL ne dispose pas toujours de tous les moyens d'investigation permettant de démontrer la réalité de la commission de ces faits. Il est également difficile de démontrer l'identité de l'auteur de la prospection téléphonique mise en cause (difficulté de déterminer l'identité du titulaire du numéro de la ligne de téléphone mobile émettant les appels).

Cela relève davantage des pouvoirs du juge ou du procureur de la République compétent – ce dernier n'étant d'ailleurs pas non plus, du point de vue des acteurs politiques, l'autorité de sanction d'agissements dans un cadre électoral.

- **D'obstacles pratiques**, complexifiant l'instruction des dossiers, comme par exemple :
 - o les candidats n'ayant pas réussi à obtenir de mandat électif à l'issue de la campagne et ayant décidé de se retirer de la vie publique ;
 - o la permanence de campagne fermée et l'absence d'autre adresse connue permettant de notifier une décision de mise en demeure ou d'avertissement ;
 - o les émetteurs de courriels impossibles à identifier ou à localiser ;
 - o le caractère inopérant de l'adresse électronique du local de campagne après l'élection.

De manière générale, **les procédures de sanction de la Commission apparaissent difficilement compatibles avec la temporalité des campagnes politiques**. L'intervention de la CNIL dans le cadre d'une telle campagne pourrait en outre être instrumentalisée à des fins politiques.

L'ensemble de ces éléments milite donc pour la proposition d'actions plus adaptées que celles qui ont été mises en œuvre jusqu'à présent.

II. PROPOSITIONS D'ACTIONS EN VUE DES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES : COMMENT MIEUX ASSURER LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DES CITOYENS ET ACCOMPAGNER LES RESPONSABLES DE TRAITEMENT ?

À titre général, votre rapporteur relève que **les constats effectués par l'Observatoire à l'occasion des scrutins de 2012 et de 2014 n'appellent aucune modification particulière des recommandations de la Commission en matière de prospection politique**.

La recommandation du 26 janvier 2012 et la norme simplifiée n° 34 « suffisent » en effet pour traiter les formalités et les plaintes reçues par la Commission. Aucun responsable de traitement n'a davantage remis en cause le contenu de ces normes juridiques. Le problème ne réside donc pas dans les principes dégagés par la Commission, mais dans leur mise en application pratique.

C'est pourquoi ces constats rendent en revanche nécessaires, compte tenu des prochaines élections régionales (prévues en 2015), présidentielle et législatives (en 2017), ainsi que des « opérations d'investiture primaires » qui vont précéder ces dernières, l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'actions concrètes permettant d'assurer une meilleure protection des données personnelles des électeurs.

A. La nécessité de prévoir un encadrement juridique précis

Pour votre rapporteur, le premier impératif est de **soumettre les pratiques « Informatique et Libertés » des partis politiques et des candidats à un régime juridique plus contraignant.**

Il convient donc de réitérer les actions entreprises en 2012, en proposant aux pouvoirs publics des dispositions législatives et réglementaires en ce sens, comme la Commission y est expressément autorisée en application de l'article 11-4°-b) de la loi du 6 janvier 1978 modifiée.

Pour rappel, les propositions émises en 2012 visaient en particulier à :

- **aligner le régime juridique de la prospection politique sur celui de la prospection commerciale** (consentement préalable), par exemple en modifiant les dispositions législatives du Code des postes et des communications électroniques (CPCE)⁹ ;
- **mieux encadrer la prospection politique par courrier électronique dans le cadre des campagnes électorales**, par le biais de la création de dispositions spécifiques dans le code électoral (vraisemblablement réglementaires)¹⁰ ;

Au vu des limites identifiées du pouvoir répressif de la Commission, **la sanction d'agissements contraires à de telles règles pourrait également être confiée au juge électoral**, par le biais de dispositions expresses en ce sens dans le code électoral. À cet égard, des modalités plus étroites de collaboration avec le juge électoral pourraient être envisagées, afin que la protection des données personnelles soit prise en compte dans les décisions d'annulation d'élection, par exemple.

C'est pourquoi votre rapporteur propose à la Commission de **solliciter à nouveau les autorités compétentes en ce sens.**

À cet égard, votre rapporteur relève que le contexte semble favorable à l'élaboration de nouvelles règles en matière électorale. En effet, M. Valls, alors ministre de l'Intérieur, a réagi très positivement au courrier d'information adressé en février 2014 par la Présidente, en précisant être à la disposition de la Commission *« pour échanger, à l'issue de ces échéances électorales, sur les problématiques apparues en matière de communication politique »*.

En outre, le processus électoral fait actuellement l'objet d'études poussées dans le cadre de la modernisation de l'action publique. Les administrations compétentes, avec

⁹ Votre rapporteur rappelle qu'il n'existe aujourd'hui aucune obligation légale pesant sur les formations politiques pour recueillir ce consentement préalable, contrairement à ce qui existe en matière de prospection commerciale (en vertu de l'article L. 34-5 du CPCE). La modification proposée est donc de supprimer le qualificatif « directe » adossé au terme de « prospection », la prospection directe étant entendue au sens de prospection commerciale, ou de rendre expressément applicables les dispositions pertinentes dudit code à la prospection politique.

¹⁰ Cet encadrement devrait en particulier porter sur : la fréquence d'envoi des messages de prospection, le traitement des demandes d'opposition des personnes, l'information des personnes concernées, les modalités d'utilisation des listes électorales consulaires, etc.

qui les services de la Commission ont déjà pu échanger, vont prochainement proposer de dématérialiser complètement l'inscription sur les listes électorales et la distribution de la propagande officielle et de réorganiser les procédures de gestion des listes électorales. La mise en œuvre de ces propositions pourrait dès lors être accompagnée de mesures relatives à la protection des données personnelles des électeurs.

Enfin, le ministère de l'intérieur pourrait être plus particulièrement interrogé sur les suites à donner concernant l'utilisation de la « nuance politique » (cf. sur ce point les développements figurant dans la communication du 6 mai 2014) ainsi que sur l'opportunité d'intégrer des contenus relatifs à la protection des données personnelles dans les différents « mémentos du candidat » que le ministère établit.

B. Les actions à mener auprès des partis et candidats

Outre l'imposition de nouvelles contraintes juridiques, il importe de poursuivre les actions d'accompagnement de ces responsables de traitement.

En effet, il semble que les outils mis à leur disposition (fiches pratiques, modèles de mentions « Informatique et Libertés », CIL ou référents, interventions pédagogiques à destination des partis ou candidats, etc.) leur permettent d'assurer une protection effective des données personnelles qu'ils traitent dans le cadre de leurs activités politiques. Il convient donc de diffuser plus largement ces outils.

Votre rapporteur propose dès lors les actions suivantes.

- **Sensibiliser les partis politiques :**
 - o présenter le bilan des travaux de l'Observatoire à chaque formation politique, en fournissant des illustrations précises à ceux ayant fait l'objet ou étant à l'origine de témoignages ou de plaintes ;
 - o poursuivre les efforts visant à inciter à la désignation de Correspondants « Informatique et Libertés » ou d'interlocuteurs « référents » pour les relations avec la Commission et, plus largement, pour les problématiques « Informatique et Libertés ».
- **Modifier les relations de travail avec les partis politiques** en vue d'un meilleur et plus pérenne accompagnement :
 - o Ces prises de contact devraient être l'occasion de proposer de nouvelles modalités de travail avec les principaux partis politiques, afin que les échanges avec la Commission ne soient pas cantonnés à des situations très ponctuelles.
 - o Des réunions de travail sur les grands chantiers de certains partis politiques (refonte de leurs bases de données d'adhérents – [REDACTED] ; élaboration de nouveaux outils de prospection basés sur les réseaux sociaux ; etc.) devraient être

proposées, afin d'assurer, dès la conception de ces outils, une conformité à la protection des données personnelles.

- La disponibilité des services de la Commission pour répondre à toute demande de conseil ou sollicitation des partis politiques doit être davantage mise en avant. Les services pourraient également proposer l'élaboration en commun de supports de pratiques ou de vulgarisation des obligations « Informatique et Libertés », à insérer dans les chartes, statuts, règlements intérieurs ou « mémentos du candidat ».
- **Développer la communication** afin d'assurer une meilleure diffusion des recommandations de la Commission :
 - Au-delà de la diffusion d'une « actualité » relative au bilan des élections 2014 sur le site internet de la CNIL, il convient de réorganiser les contenus du site afin que les candidats et partis politiques puissent facilement prendre connaissance des principales règles en matière de fichiers politiques.
 - Proposer des journées de sensibilisation dédiées aux bonnes pratiques en matière de gestion des adhérents et de communication politique au sein des formations politiques.
 - Élargir la diffusion de ce travail pédagogique à l'égard des acteurs politiques locaux, en relayant ces éléments auprès de différents acteurs, comme l'Association des Maires de France (AMF) et en sollicitant des interventions de la CNIL à l'occasion de colloques, comme ceux organisés en 2013 avec l'association des petites villes de France (APVF).

○

| |
|--------------------------|
| LISTE DES ANNEXES |
|--------------------------|

ANNEXE 1 : Communication du 6 mai 2014

ANNEXE 2 : Bilan de l'Observatoire 2012

ANNEXE 3 : Extraits de réponses de responsables de traitement